

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 14/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS RAMBOUILLET NATURE

Route du Coin du Bois
78120 Sonchamp

Code AIOT : 0006506732

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement SAS RAMBOUILLET NATURE implanté Route du Coin du Bois 78120 Sonchamp. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection mettant en scène une évocation de loups a été organisée, afin de préparer l'arrivée imminente d'une meute de loups au sein de la collection de l'établissement. Les pages suivantes expliquent l'exercice réalisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS RAMBOUILLET NATURE
- Route du Coin du Bois 78120 Sonchamp
- Code AIOT : 0006506732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Espace Rambouillet est un parc zoologique présentant des cervidés et des suidés dans un contexte forestier naturel, ainsi que des rapaces au travers d'un spectacle en vol. La présentation de loups est autorisée, mais non encore exercée à la date de l'inspection. La présentation au public des oiseaux de proie, de loups et d'espèces de cervidés non chassables vaut à l'établissement d'être classé sous la rubrique 2140 de nomenclature des ICPE, sous le régime de l'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'objet de l'inspection est un exercice, simulant l'évasion de loups hors de leurs enclos, pour tester

les réactions de l'exploitant dans une telle situation.

Le scénario de l'exercice est le suivant :

Pendant la période du repas et durant la démonstration en vol des rapaces, deux activistes s'infiltrèrent à l'intérieur de l'établissement pour faire s'échapper les loups. Ils dégradent la clôture périmétrique en plusieurs points sur de grandes longueurs pour augmenter les chances d'évasion des animaux, ainsi que l'enclos des loups et la clôture séparant la forêt sauvage de la zone des loups. Pénétrant à l'intérieur de l'enclos, ils parviennent à effrayer deux loups au moyen d'extincteurs à poudre pour les guider vers les brèches.

Un couple de visiteurs rencontre les deux loups en forêt sauvage. Paniqués, ils s'enfuient en direction de la zone vie mais l'homme heurte une racine, tombe et percute une pierre avec la tête (victime blessée à la tête et inconsciente). Le visiteur indemne appelle le standard de l'établissement pour transmettre l'alerte, demander du secours et donner la direction des animaux en fuite.

Observations et conseils :

L'exercice a permis de montrer une bonne implication des cadres de l'établissement, ainsi que de bonnes réactions malgré l'arrivée récente de certains d'entre eux dans l'équipe.

L'exploitant doit prendre en compte les points de satisfaction, les axes d'amélioration et les points de vigilance listés ci-dessous pour faire évoluer ses procédures.

La tenue d'un exercice interne de ce type à fréquence a minima annuelle permettra à l'exploitant de parfaire les réflexes de ses équipes, d'éprouver son organisation et de sensibiliser et de former les nouveaux collaborateurs ayant rejoint l'équipe.

Points de satisfaction :

- Les moyens de communication entre personnels de l'établissement se sont avérés suffisants et efficaces (même si la personne chargée de l'accompagnement des pompiers n'était pas munie de moyen de communication). La couverture radio est imparfaite sur le site mais les zones non couvertes semblent connues et les équipes établissent des relais pour permettre la bonne diffusion des ordres.
- Le petit train est un moyen d'évacuation du public sécurisé et de grande capacité, l'exploitant sait l'utiliser à cet effet.
- Hormis le contrôle de la clôture extérieure, le manager du jour fait preuve d'une bonne gestion des priorités (évacuation des visiteurs, surveillance de la brèche, recherche et préparation d'abattage du loup).

Axes d'amélioration :

- Les services de secours doivent être appelés immédiatement dès qu'une blessure grave (dans le cadre de cet exercice, choc à la tête avec perte de connaissance) est rapportée ; le manager du jour ne doit pas attendre d'avoir recoupé l'information ou effectué de levée de doute.
- Le jour de l'exercice, les visiteurs blessés et témoins de la fuite de deux loups tentent de transmettre l'alerte par téléphone via le standard téléphonique de l'établissement (n° trouvé sur le site internet de l'Espace Rambouillet). Ils se font raccrocher au nez lors d'un premier appel, puis sont invités à contacter le 18 lors d'un second appel. Le personnel chargé de l'accueil téléphonique doit être formé à prendre en charge un appel de détresse et à prendre au sérieux toute alerte, qu'elle soit reçue en période d'ouverture au public ou non (en période de fermeture, des sous-traitants travaillant sur le parc peuvent tout autant être blessés ou constater la fuite d'un animal) et ce quelle que soit la langue utilisée par la personne (visiteur, prestataire, etc) qui donne l'alerte.
- Plusieurs personnes de l'établissement sont "inactives" pendant l'exercice, alors que les cadres sont dans le cœur de l'action. Il est important que l'ensemble du personnel n'ayant pas une mission plus urgente que le contrôle d'intégrité d'enclos, la contention des animaux, l'évacuation du public ou

l'assistance à un blessé se présente immédiatement auprès du manager du jour et se met à sa disposition, afin de lui ôter le souci de devoir chercher du personnel pour réaliser les actions à mener.

- Le petit train ne doit pas être utilisé pour porter assistance à une personne blessée car sa vitesse de déplacement et sa manœuvrabilité ne sont pas en adéquation avec l'urgence qu'exige cette mission (sauf en cas d'ultime recours).
- Le petit train encombre les axes en forêt sauvage dégradant la mobilité des autres véhicules appelés à évacuer des blessés ou à chasser les animaux en fuite, des zones de dégagement pourraient être envisagées sur les axes principaux.
- L'établissement ne dispose pas de moyen d'alerter les visiteurs, pour les informer que le site doit être immédiatement évacué : l'ordre d'évacuation a été donné à la voix et est resté inaudible de plusieurs personnes simulant le public, du fait de leur éloignement au sein du parc. Plus de 40 minutes après le déclenchement de l'alerte, plusieurs visiteurs situés en forêt sauvage ne sont toujours pas évacués.
- Au motif que certaines zones sont sécurisées (trampolines) ou éloignées de la position connue du loup, le manager du jour décide de procéder à une évacuation seulement partielle des visiteurs. L'exploitant doit considérer d'une part que les visiteurs sont mobiles et peuvent se déplacer même après avoir été prévenus (et donc se déplacer vers une zone dangereuse, celle de l'abattage par exemple) et d'autre part, que plusieurs loups peuvent être en fuite simultanément.
- La signalisation au sein du parc est perfectible. Plusieurs visiteurs déclarent être dans le doute sur la direction à prendre pour rejoindre la sortie.

Points de vigilance :

- La taille du parc et la faible couverture réseau téléphonique du site sont préjudiciables à la rapidité de transmission de l'alerte.
- Le fil de surveillance de l'intégrité de l'enclos des loups (câble électrique situé au sommet du grillage dont la rupture transmet une alerte aux exploitants) ne permet pas de détecter toutes les défaillances.
- Le plan de secours de l'établissement dont il est question à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 doit être complété pour prendre en compte l'arrivée des loups.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des évasions	Arrêté Préfectoral du 11/03/1998 (modifié par l'AP du 26 novembre 2024), article 3-6-2	Demande d'action corrective	0 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice a permis de relever l'absence d'action de contrôle immédiat, par l'exploitant, de la clôture périmétrique dès lors qu'il a constaté le défaut de confinement des loups. Bien que l'exploitant juge peu probable la sortie des loups de leur enclos défaillant, et extrêmement peu probable la sortie d'un loup de l'établissement en cas de dégradation de la clôture périmétrique, le contrôle du bon état de cette dernière doit être réalisé au plus vite comme prescrit par la réglementation. Ce contrôle ne doit faire l'objet d'aucun délai de réalisation dès lors que l'évacuation complète du public de l'établissement a été opérée ou ne requiert pas la mobilisation de l'ensemble des effectifs et/ou que la neutralisation d'un animal en fuite et repéré n'obère pas l'ensemble des ressources en personnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des évasions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/1998 (modifié par l'AP du 26 novembre 2024), article 3-6-2
Thème(s) : Élevage, Contrôle de la clôture périphérique
Prescription contrôlée : [...] En cas de constat de défaut d'intégrité de l'enclos des loups, l'exploitant procède sans délai au contrôle de l'intégrité de la clôture périphérique de l'établissement, afin de garantir que d'éventuels animaux en fuite soient contenus à l'intérieur de l'établissement. [...]
Constats : Non-conformité n° 20250324-NC-1 : Lors de l'exercice d'évasion de loup organisé le 24 mars 2025, l'exploitant n'a pas procédé à un contrôle de la clôture périmétrique de son établissement. L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour conduire un contrôle de l'intégrité de la clôture périmétrique de son établissement dans les plus brefs délais après le constat soit d'un défaut d'intégrité de l'enclos des loups soit de présence d'un loup en dehors de son enclos.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 0 mois, avant l'arrivée effective des loups sur site